



**Décision d'examen au cas par cas n° 2021-5862
en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Georges-François Leclerc, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2021 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°2021-5862, déposé complet le 8 novembre 2021 par l'exploitation agricole à responsabilité limitée Nuyttens, relatif au projet de création d'un forage d'irrigation sur la commune de Rocquemont, dans le département de l'Oise ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 28 octobre 2021 ;

Vu la décision tacite de soumission à étude d'impact du 13 décembre 2021 ;

Considérant que le projet, qui consiste à créer un forage agricole de 80 mètres de profondeur au maximum pour irriguer des cultures biologiques (haricots, carottes, oignons, pommes de terre), relève de la rubrique 27 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout forage pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres ;

Considérant que le futur forage permettra de prélever dans la nappe des sables de Cuise ou dans celle des calcaires du Lutétien un volume annuel maximal de 99 500 m³ ;

Considérant que les nappes des sables de Cuise et des calcaires du Lutétien qui seront captées par le projet font déjà l'objet de nombreux prélèvements, que la création d'autres forages dans le secteur portant sur la même ressource sont prévus dont les incidences doivent être étudiées et qu'il convient d'étudier les caractéristiques de ces nappes notamment leur comportement hydraulique et leurs capacités de recharge et les relations qu'elles entretiennent entre elles ;

Considérant que les nappes des sables de Cuise et des calcaires du Lutétien rencontrent actuellement des problèmes de rechargements entraînant une tension pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;

Considérant qu'il est nécessaire d'évaluer l'incidence des prélèvements projetés sur ces nappes, en lien avec leur capacité de rechargement et en prenant en compte le changement climatique ;

Considérant la présence, dans le rayon d'action maximal du forage, du site Natura 2000 FR2200566, « coteaux de la vallée de l'Automne », de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I n°220013839 « haute vallée du ru Sainte-Marie, de Glaignes à Auger-Saint-Vincent », de la ZNIEFF de type II n°220420015 « vallée de l'Automne », de corridors écologiques de type « multitrames aquatiques » ;

Considérant la présence, dans le rayon d'action maximal du forage, de zones humides avérées identifiées au titre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Automne, le long du cours d'eau Baybelle ;

Considérant qu'il est nécessaire d'analyser les impacts du projet sur ces milieux naturels et aquatiques ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

Décide

Article 1^{er} :

La décision tacite de soumission à étude d'impact du 13 décembre 2021 est retirée et remplacée par la présente décision.

Article 2 :

Le projet de création d'un forage agricole sur la commune de Rocquemont dans le département de l'Oise, déposé par l'exploitation agricole à responsabilité limitée Nuyttens, est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 15 décembre 2021

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai – CS 40 259 – 59 019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B – 92 055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).